SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 30 AOUT 1870.

Rapport de la Commission spéciale chargée d'examiner le Projet de Loi qui alloue au Département de la Justice un crédit supplémentaire de 50,000 francs.

(Voir les N^{os} 10 et 21 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le Gouvernement a présenté un Projet de Loi portant que le Budget des dépenses du Ministère de la Justice pour l'exercice 1870 est augmenté d'une somme de 50,000 francs qui sera rattachée à l'allocation du chapitre XI, art. 70.

Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement dit que le crédit de 80,000 fr. alloué à cet article sera insuffisant pour pourvoir aux mesures de sûreté publique que les circonstances peuvent rendre nécessaires.

Il ne s'agit donc que d'un crédit extraordinaire et tout à fait exceptionnel. Votre Commission, qui a examiné ce Projet de Loi, a pensé que, par suite des événements extérieurs, beaucoup d'étrangers pourraient venir se réfugier sur le territoire belge, et comme il pourrait s'en trouver parmi eux un certain nombre dont la présence réclamerait des mesures de surveillance et que ces mesures sont de nature à occasionner des dépenses plus considérables que les années antérieures, il en résulte que le crédit ordinaire peut devenir insuffisant.

Toutefois, la Commission est d'avis que le Gouvernement ne doit user du nouveau crédit que dans le cas où les circonstances l'obligeraient à augmenter les frais de surveillance de police. C'est dans ce sens, du reste, que M. le Ministre de la Justice s'en est expliqué, lors de la discussion du Projet de Loi, devant la Chambre.

En conséquence, votre Commission, à l'unanimité, vous propose l'adoption de ce Projet de Loi.

Le Président,

Baron D'OVERSCHIE DE NEERYSSCHE.

Le Rapporteur,
CH. LEBEAU.